

# L'Europe est morte, vive l'Europe!

Les Etats généraux de l'Europe se réunissent à Strasbourg, le 17 avril, à l'initiative du Mouvement européen, de Notre Europe et de l'association EuropaNova. Au-delà de l'héritage, l'Union doit assumer ses responsabilités

## Retrouver l'espoir européen Concrétisons notre solidarité à l'intérieur de la zone euro

**C**omment va l'Europe? A vivre les derniers événements, on serait tenté de répondre sobrement: «L'air du temps n'est pas bon.»

Nous restons sur le souvenir d'une Union européenne manquant de consistance et d'unité, lors de la conférence de Copenhague. Il est vrai que quelques chefs d'Etat ou de gouvernement ont plus songé à se faire remarquer qu'à jouer collectif – comme c'est pourtant la règle lors des négociations internationales –, un membre de la Commission européenne parlant au nom de l'Union, bien entendu dans le cadre des orientations fixées par le conseil des ministres, décideur en premier comme en dernier ressort.

Et puis nous sommes dans l'inquiétude, alors que la crise grecque bat son plein. Nous sommes scandalisés par le rôle des banques spéculant contre ce pays. Ces mêmes banques à l'origine de la crise financière, puis renflouées par les Etats, c'est-à-dire par l'argent des citoyens. Il faudra s'en rappeler, mais, pour le moment, il s'agit de faire front, sans évoquer cent fois, pour ne pas avancer, les erreurs commises dans le passé.

Il sera temps, la crise terminée, de redéfinir les règles de fonctionnement de l'Union économique et monétaire, comme je le propose depuis dix ans. Mais,

« Il s'agit de rappeler que les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir »

aujourd'hui, il est vital de concrétiser notre solidarité à l'intérieur de la zone euro. A moins que certains n'aient décidé de jouer les apprentis sorciers.

Beaucoup d'autres questions figurent à l'agenda européen. Pour ne citer que les plus brûlantes: les perspectives budgétaires pour les prochaines années; l'avenir, qu'il conviendrait d'assurer, de la politique agricole commune (PAC); la nécessité d'actions convergentes dans le domaine de l'énergie (pour lequel le think tank Notre Europe vient de faire des propositions); les actions structurelles à mener d'ici à 2020 pour accroître la compétitivité de nos économies, leur capacité à créer des millions d'emplois, et tout cela dans le cadre d'un développement durable, plus respectueux des temps de l'homme et des grands équilibres naturels.

Sans oublier la dimension extérieure de l'action européenne, alors que les pays émergents poussent et veulent leur place au soleil, tandis que plane la menace d'un G2 – une domination, plus ou moins concertée entre eux, des Etats-Unis et de la Chine –, et l'avenir de l'élargissement de l'UE...

Bref, comme je l'ai toujours pensé, cette option ayant motivé mon engagement européen, l'Europe a le choix entre la survie et le déclin. C'est la raison pour laquelle il nous faut dénoncer et combattre ce nationalisme rampant et la myopie qui en résulte. De telle sorte que l'Union européenne retrouve son idéal commun et le fasse vivre. Quel encouragement à militer pour notre Europe?

On la trouve chez tous les acteurs de la société civile qui agissent en permanence pour faire vivre et concrétiser l'espoir européen, qui combattent l'indifférence – mortelle pour nos démocraties – et le populisme, la critique systématique de certains qui ne cherchent même pas à comprendre les mécanismes et les difficultés de gouvernance à l'échelle de l'Union européenne.

Les militants de la société civile se rassemblent à Strasbourg, le 17 avril, pour écouter et discuter, pour faire battre le

### Jacques Delors

Ex-président de la Commission européenne

cœur de l'Europe. Une centaine d'associations y ont travaillé ensemble à l'initiative d'EuropaNova, du Mouvement européen-France et du think tank Notre Europe, cofondateurs de ces Etats généraux de l'Europe, qui en sont à leur troisième édition, après les rencontres réussies de Lille et de Lyon.

Les participants auront l'opportunité d'entendre José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, et Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Deux tables rondes réuniront des personnalités des mondes politique et économique. Dix-huit ateliers offriront la possibilité d'approfondir tous les thèmes liés autant à la construction européenne qu'aux préoccupations de chacun concernant l'éducation, l'emploi, les systèmes productifs (énergie, industrie, agriculture), les services publics... sans oublier les questions internationales, et donc la place et les devoirs de l'Europe.

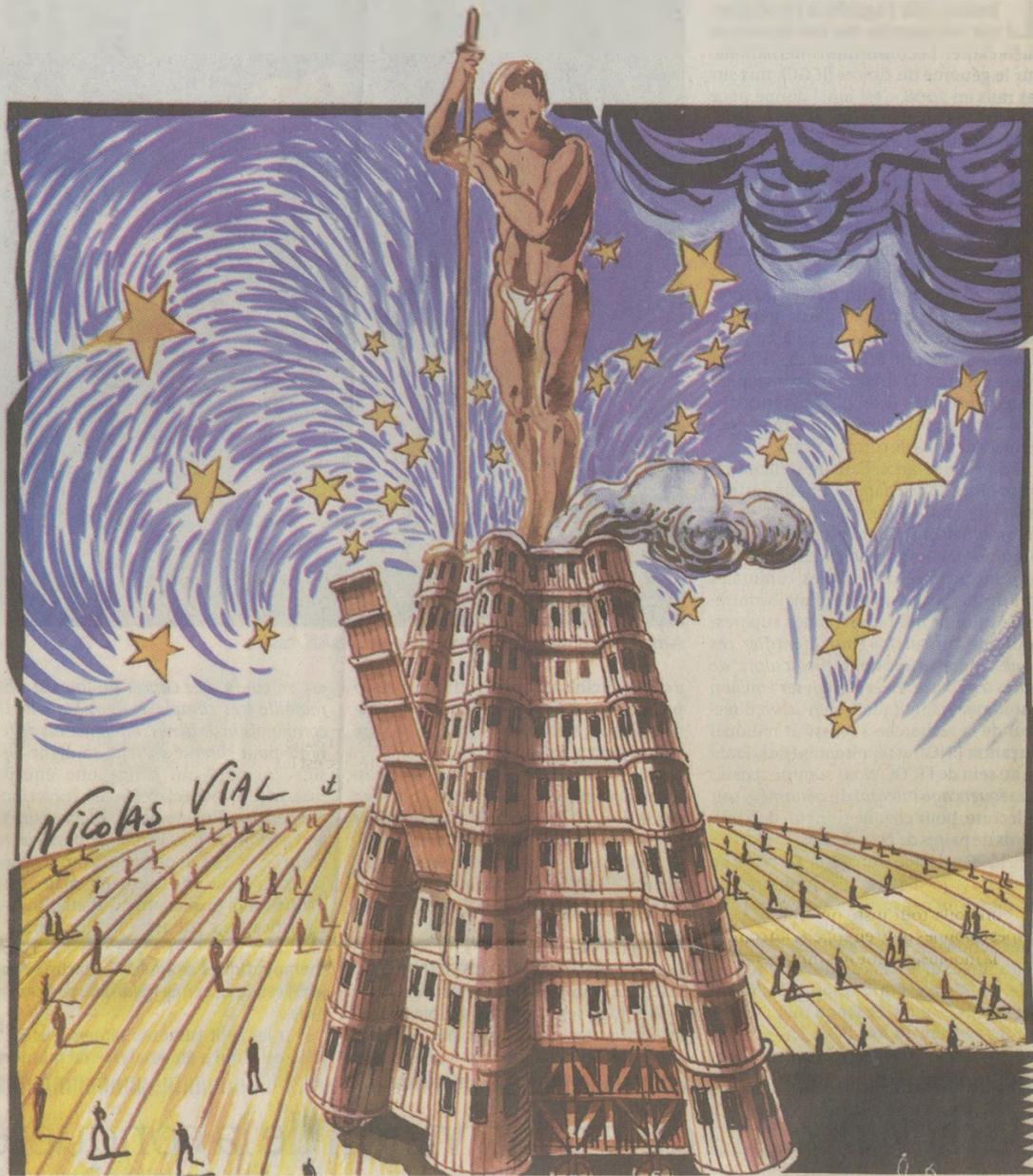
Ces Etats généraux se dérouleront quelques semaines avant que nous ne célébrions les 60 ans de l'appel fondateur de Robert Schuman, le 9 mai 1950. Cet appel sera lu à Strasbourg, et pas seulement pour des raisons d'anniversaire. Plus fondamentalement, il s'agit de rappeler que les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir. Tout était dans cet appel: la promesse et la réconciliation, qui n'est pas l'oubli des tragédies passées ni des leçons à en tirer; l'appel à la compréhension mutuelle entre les peuples, entre les personnes; devant l'ampleur de la tâche d'unification de l'Europe, le choix des petits pas qui conduisent les hommes à travailler ensemble, à se confronter, à clarifier leurs convergences et leurs différences bien naturelles.

Quel beau moment ce sera, à Strasbourg, de voir des hommes et des femmes de toutes générations communier dans cet immense espoir. Que de jeunes générations, qui n'ont vécu ni les guerres ni leurs douloureux lendemains, reprennent le flambeau des pères de l'Europe. Alors, et c'est sans doute notre grande crainte, que nos classes politiques se laissent aller, sous prétexte de réalisme, à des attitudes de plus en plus égoïstes et nationalistes.

Nous avons beaucoup à apprendre de ceux qui, après la dernière grande guerre, ont dominé leur rancœur et leur défiance, pour se tendre la main et construire un ensemble fondé sur la paix, la démocratie et la coopération en vue d'œuvres communes. La première table ronde nous aidera à nous fortifier dans cette démarche.

Le sursaut de la mémoire pour repartir. Puis, penser l'unité européenne dans ce monde en pleine mutation et dans un contexte de crises qui appauvrit les Européens et accroît le chômage et les inégalités. Que la construction européenne, comme elle l'a réussi souvent dans les soixante dernières années, nous fournisse la stimulation et les appuis pour contribuer au progrès de tous. Tel sera l'objet de la deuxième table ronde.

Il y a au cœur de nos inquiétudes quant à l'avenir: que notre mémoire nous rappelle la force du projet européen, que notre esprit critique soit toujours en éveil pour réveiller nos dirigeants, que notre intelligence collective nous aide à retrouver un avenir fait de confiance en nous-mêmes, les Européens, conscients de l'extraordinaire richesse de notre continent, de notre capacité à faire vivre l'unité dans la diversité. ■



## Il faut consolider le socle social de l'Union

L'Union européenne se veut la «réunion toujours plus étroite des peuples» tout en respectant la diversité des cultures et des histoires nationales, comme le proclame sa devise «unis dans la diversité». Ainsi, en dépit d'une réalité sociale très hétérogène, elle s'est construite avec des caractéristiques communes, notamment en ce qui concerne la protection sociale et le dialogue.

Mais les situations très variables sur le niveau et les modalités de protection sociale, la place du dialogue social (domaines abordés, force des acteurs, articulation loi-négociation...), le coût du travail, les modalités de représentation des salariés... sont des handicaps quand ils alimentent une concurrence entre les Etats.

Ainsi, dans bon nombre d'Etats membres, un salaire minimum est défini. Certains l'établissent par la loi, d'autres par la négociation. Et là où il n'existe pas, certains souhaitent continuer à s'en passer alors que d'autres, au vu de la faiblesse des salaires dans certains secteurs, revendiquent sa mise en place. Le niveau de ce salaire minimum est très variable: en 2009, il allait de 123 euros mensuels à 1642 euros. Selon les pays, ce salaire minimum mensuel représente entre 1% et 4% du PIB par habitant.

Les entreprises profitent de l'abaissement des barrières réglementaires et de l'extension du marché européen à de nouveaux pays. Mais elles ont aussi souvent tendance à jouer sur les concurrences entre Etats pour améliorer leur compétitivité, favorisant le moins-disant social et fiscal. Il est vrai qu'elles sont également soumises à une dure concurrence de la part d'entreprises basées dans des pays où

### Marcel Grignard

Secrétaire général adjoint de la CFTD, chargé des questions européennes

### Gabriele Bishoff

Responsable à la Confédération des syndicats allemands (DGB)

les standards sociaux sont inférieurs à ceux de l'UE. Mais la compétitivité par les coûts ne peut constituer une stratégie pour les entreprises européennes.

Les mutations économiques auxquelles sont confrontés les salariés, accentuées par la crise, tendent à renforcer une vision de l'UE incapable de répondre aux défis sociaux, ainsi que, par voie de conséquence, les replis nationaux. Ce qui ne fait qu'aggraver la concurrence entre salariés et affaiblit la position du modèle européen de relations sociales dans la mondialisation face à des Etats-continentaux comme les Etats-Unis ou la Chine, ou, demain, l'Inde, le Brésil ou la Russie.

### Socle social commun

L'approfondissement du marché unique est un moyen de répondre à la concurrence mondiale, mais, pour que cet objectif soit partagé par les salariés, il faut réussir à construire un marché du travail européen où les différences nationales constituent un atout et une richesse et non une concurrence destructrice. Concrètement, il faut avancer sur l'harmonisation de la

fiscalité des entreprises et des placements financiers, et consolider le socle social européen.

C'est en travaillant à l'intégration de l'économique et du social au niveau européen et dans les entreprises et les secteurs professionnels, par le dialogue social et la législation, que l'on pourra avancer sur la consolidation de ce socle social commun. La recherche d'une autre gouvernance des entreprises, prenant le contre-pied du rendement financier de court terme, devrait donner à l'Europe les moyens de sa performance, en donnant du sens au travail et à l'activité économique.

La négociation collective fait partie de cette gouvernance d'entreprise en Europe, elle est essentielle pour traiter du problème du partage de la valeur ajoutée tenant compte de l'avenir de l'activité économique et de l'emploi, et des conditions de travail des salariés qui participent à sa production.

Pour relever les défis révélés par la crise financière, il est indispensable de développer une politique économique et industrielle européenne, alors que les propositions stratégiques à l'horizon 2020 sont loin de donner une telle impulsion. Ces politiques doivent s'appuyer sur l'innovation, consolider le marché unique et donner des perspectives de parcours professionnels aux salariés.

Cela ne peut se faire qu'en donnant plus de place au dialogue social et sous une impulsion forte des institutions européennes. C'est de cette manière que les salariés, associés aux évolutions nécessaires à la construction d'un marché de l'emploi européen, s'inscriront dans une dynamique de progrès pour tous les Européens. ■